



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Bureau de la commande publique et des achats (BCPA)
Bureau de la santé des végétaux (BSV)
Service régional de l'alimentation (SRAL) – DRAAF PACA**

**MARCHÉ RELATIF AUX PRESTATIONS DE TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE
ETD'ELIMINATION DES VÉGÉTAUX DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA
BACTÉRIE XYLELLA FASTIDIOSA EN RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR**

PROCEDURE DGAL-2026-001

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 3 lots

**Lot 1 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie
Xylella fastidiosa dans le département des Alpes-Maritimes**

**Lot 2 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie
Xylella fastidiosa dans le département du Var**

**Lot 3 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie
Xylella fastidiosa dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse**

Numéro de consultation : DGAL-2026-001

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

1.	Contexte du marché	3
2.	Objet de la consultation	3
3.	Périmètre du marché	3
4.	Exécution des prestations.....	4
4.1	Conditions générales d'intervention	4
4.2	Conditions générales d'exécution des prestations	4
4.3	Planning	5
4.4	Passation des commandes	5
5.	Dispositions relatives aux traitements phytopharmaceutiques applicables aux lots 1 à 3	6
5.1	Prestations demandées	6
5.2	Conditions de sécurité	6
5.2.1	Processus de désinsectisation :	6
5.2.2	Protection de l'opérateur.....	6
5.2.3	Périmètre de sécurité.....	7
5.3	Période et délai de traitement	7
5.4	Moyens déployés et produits utilisés	7
6	Dispositions relatives aux prestations d'arrachage et d'élimination des végétaux applicables aux lots 1 à 3	8
6.1	Prestations demandées	8
6.2	Processus d'arrachage :	9
6.3	Processus de dessouchage :	9
6.4	Processus de désinfection des outils, des vêtements et du matériel	10

1. Contexte du marché

Le Ministère de l'agriculture de l'alimentation et de la souveraineté alimentaire (MASA) intervient dans la protection des végétaux par la mise en place de plans d'action. Ainsi, ce marché s'inscrit dans la lutte contre la bactérie *Xylella fastidiosa* dont des foyers ont été identifiés sur l'arc méditerranéen.

Le dispositif mis en place fait l'objet de 3 phases :

1. La première phase permet d'identifier sur l'ensemble du périmètre les végétaux potentiellement hôtes de la bactérie et les végétaux spécifiés ainsi qu'une cartographie des foyers et un inventaire des espèces végétales concernées par la lutte et leur nombre.

Cet inventaire n'est pas réalisé dans le cadre de ce marché ; il conditionne toutefois l'exécution des prestations prévues en phases 2 et 3.

2. La deuxième phase doit permettre, par un traitement phytopharmaceutique de l'ensemble des espaces végétalisés, d'éviter la dispersion des insectes vecteurs de la bactérie présente sur les végétaux.
3. La troisième phase consiste à éliminer par arrachage et incinération les végétaux identifiés lors de la 1^{re} phase, ou exceptionnellement par la voie de la dévitalisation chimique (lorsque les arrachages racinaires sont impossibles).

2. Objet de la consultation

Le présent CCTP fixe les conditions d'exécution des prestations de traitement phytopharmaceutique et d'arrachage et d'élimination des végétaux contaminés et des végétaux spécifiés sur les foyers de la bactérie *Xylella fastidiosa* faisant l'objet d'un arrêté préfectoral.

Cet arrêté précise les zones au sein desquelles les mesures obligatoires sont applicables contre la bactérie *Xylella fastidiosa*, parmi lesquelles figurent la désinsectisation de la zone dans un rayon de 10 mètres ou dans un rayon de 50 mètres autour du végétal infecté selon les cas, ainsi que l'arrachage et la destruction des végétaux contaminés ou susceptibles d'être contaminés par la bactérie.

La liste des végétaux dont la sensibilité à des sous-espèces spécifiques de *Xylella fastidiosa* est connue (« végétaux spécifiés ») est prévue à l'annexe 2 du RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2020/1201 DE LA COMMISSION du 14 août 2020 modifié relatif à des mesures visant à prévenir l'introduction et la dissémination dans l'Union de *Xylella fastidiosa* (Wells *et al.*)

Elle est disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/food/plants/plant-health-and-biosecurity/legislation/control-measures/xylella-fastidiosa/database-susceptible-host-plants_en
Cette liste est susceptible d'évoluer sans qu'un avenant au marché ne soit nécessaire.

3. Périmètre du marché

Les prestations ci-dessus mentionnées, sont à exécuter autour des foyers pouvant être identifiés sur l'ensemble du territoire régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et concernent les parcelles de propriétaires privés et les copropriétés. Le domaine public étant géré par les collectivités territoriales.

Le marché comprend les 4 départements suivants : les Alpes-Maritimes (06), le Var (83), les Bouches du Rhône (13) et le Vaucluse (84).

L'ensemble du dispositif mis en place, afin de limiter la propagation de la bactérie, est coordonné par le Service Régional de l'Alimentation (SRAL) de la DRAAF PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR et réalisé sous son contrôle.

Le marché comporte 3 lots :

- **Lot 1** : traitements phytopharmaceutiques, arrachage et élimination des végétaux contaminés et spécifiés de la bactérie *Xylella fastidiosa* pour le département des Alpes Maritimes.
- **Lot 2** : traitements phytopharmaceutiques, arrachage et élimination des végétaux contaminés et spécifiés de la bactérie *Xylella fastidiosa* pour le département du Var.
- **Lot 3** : traitements phytopharmaceutiques arrachage et élimination des végétaux contaminés et spécifiés de la bactérie *Xylella fastidiosa* pour le département des Bouches du Rhône et du Vaucluse.

4. Exécution des prestations

4.1 Conditions générales d'intervention

Les entreprises titulaires du marché public devront toujours être autorisées par la DRAAF-SRAL pour intervenir auprès des particuliers et des copropriétés.

Elles présenteront cette autorisation aux particuliers et copropriétés.

Elles ne pourront réaliser d'autres opérations que celles pour lesquelles, elles sont mandatées dans le cadre du marché.

Un ou plusieurs représentant(s) de la DRAAF-SRAL pourront assister aux opérations sans que cela soit pour autant systématique ni permanent.

En cas de manquement sur la méthodologie de travail et après mise en demeure de la DRAAF-SRAL PACA, le marché public pourra être rompu.

4.2 Conditions générales d'exécution des prestations

Les entreprises devront toujours respecter dans l'exécution de leurs prestations ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires en vigueur dans leur domaine d'activité.

En outre, elles s'engagent à respecter les préconisations techniques, les impératifs de sécurité des personnes, de la circulation et ceux du respect de l'environnement.

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, celles-ci ne pourront l'être qu'à une entreprise possédant la qualification voulue. Le choix du sous-traitant sera à soumettre, s'il intervient en cours d'exécution du marché, au maître d'ouvrage pour acceptation préalablement à toute intervention.

A la notification du marché, la DRAAF organise une réunion de cadrage avec les titulaires afin de diffuser tous les éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les référents du SRAL et les référents des titulaires seront présentés au cours de cet échange.

Il est souhaitable que l'entreprise titulaire désigne un seul référent et son suppléant, en charge du suivi technique et administratif du marché.

Ce référent assure le suivi technique et administratif du marché, participe à la réunion de cadrage et aux visites sur sites à traiter. Il fait également remonter les difficultés rencontrées lors de l'exécution des prestations.

4.3 Planning

A partir de l'inventaire recensant les foyers et permettant d'établir la liste des végétaux à traiter, arracher puis éliminer, un tableau de bord des prestations à effectuer sera établi. Les prestations devront être effectuées dans un délai de moins de deux mois pour éviter la propagation de la bactérie et de ses vecteurs à d'autres espèces et d'autres zones.

A l'issue de la réception d'une demande d'intervention, le titulaire effectue une visite sur le site, avec la DRAAF-SRAL, afin d'apprécier les prestations à réaliser. Il émet un devis en détaillant les prestations demandées au regard des prix contractuels portés au bordereau des prix unitaires.

En cas de difficultés, la DRAAF-SRAL en sera avisé par le prestataire par courrier électronique et des solutions devront rapidement être envisagées pour ne pas retarder la campagne d'éradication.

4.4 Passation des commandes

Les entreprises interviennent sur des foyers identifiés et sur de futurs foyers.

Pour les foyers recensés, un bon de commande unique indiquera précisément les prestations à réaliser et les zones à traiter.

Chaque commande comprendra les renseignements suivants :

- Une photo aérienne du site comprenant l'origine du foyer et la délimitation de la zone à traiter sachant que seuls les espaces végétalisés sont concernés.
- Une estimation en m² de la superficie végétalisée à traiter qu'il appartiendra à l'entreprise de vérifier.
- Sur place, les végétaux à arracher et éliminer seront identifiés (peinture de couleur), dans certains cas exceptionnels (quantités très importante de végétaux, grande densité de végétaux d'espèce aisément reconnaissable) seul l'extérieur de la zone sera délimité et les espèces seront spécifiées.

Au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux cas identifiés de la bactérie *Xylella fastidiosa*, des devis et bons de commande seront émis.

5. Dispositions relatives aux traitements phytopharmaceutiques applicables aux lots 1 à 3

La répartition des prestations est scindée géographiquement mais la nature des prestations demandées est identique. La différence se faisant sur le volume à traiter lié au nombre de foyers identifiés.

5.1 Prestations demandées

Elles sont de 2 types :

1) L'application d'un produit phytopharmaceutique insecticide autorisé pour l'usage sur la totalité des végétaux recensés et sur l'ensemble des espaces végétalisés de la zone d'un rayon de 10 mètres ou de 50 mètres selon les cas depuis le foyer et suivant les indications fournies sur place par le maître d'œuvre et supervisées par le SRAL. Ce traitement évitera les zones non végétalisées, les zones imperméabilisées et les zones aquatiques.

2) La dévitalisation de souches arbustives sur demande de la DRAAF-SRAL.

Elles comprennent implicitement :

- Le déplacement sur les lieux d'intervention du personnel et de l'ensemble des moyens de traitement nécessaires ;
- La fourniture et la préparation du produit phytopharmaceutique en quantité adaptée à la superficie végétalisée à traiter ;
- La mise en place des mesures de sécurité et l'information des riverains sur les précautions à adopter ;
- L'amené et le repliement, sur les différentes propriétés, du matériel et de tout moyen pour parvenir au traitement de l'ensemble de la zone ;
- Le traitement des déchets et des produits phytopharmaceutiques et de dévitalisation chimique non utilisés conformément aux préconisations et à la réglementation en vigueur.

5.2 Conditions de sécurité

5.2.1 Processus de désinsectisation :

L'opérateur prendra toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site. Il devra procéder à la désinsectisation dans le respect de toutes les règles du code du travail, du code rural et de la pêche maritime et des conditions particulières d'utilisation des produits phytopharmaceutiques qu'il est amené à utiliser.

5.2.2 Protection de l'opérateur

L'opérateur devra respecter les mesures définies à l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime.

5.2.3 Périmètre de sécurité

Le titulaire devra alerter toute personne résidant dans un rayon de 50 m autour du lieu d'intervention. Il devra également s'efforcer de maintenir toute personne non mandatée pour l'intervention de désinsectisation, ainsi que tout animal domestique, à l'abri dans un local ou éloigné du lieu d'intervention.

En cas d'affluence de personnes ne participant pas au traitement, il devra baliser un périmètre de sécurité. Si nécessaire, les mesures de sécurité touchant la circulation seront adoptées en concertation avec le gestionnaire de la voirie ou de l'espace public concerné. Enfin, le titulaire devra avoir contracté une assurance en responsabilité civile couvrant les dommages causés aux tiers consécutifs à la désinsectisation.

Par ailleurs, toutes les précautions nécessaires seront prises lors d'une intervention sur ou à proximité d'un réseau électrique d'éclairage, d'eau pluviales, de toutes canalisations et systèmes d'aspersions.

5.3 Période et délai de traitement

Le traitement phytopharmaceutique devra commencer le matin pour se terminer le soir même. Exceptionnellement, il pourra s'effectuer tôt le matin en fonction de la fréquentation des sites.

Le titulaire devra s'assurer que le propriétaire a été avisé de l'intervention et avoir confirmation de son accord pour la réalisation de l'opération et de sa présence lors de celle-ci.

Si les conditions météorologiques sont défavorables (vent, précipitation, forte chaleur), l'intervention pourra être annulée au dernier moment et reportée à une date ultérieure fixée en accord avec l'entreprise.

5.4 Moyens déployés et produits utilisés

Les moyens matériels seront choisis par l'entreprise selon chaque situation de façon à garantir la désinsectisation ou la dévitalisation chimique dans les délais tout en minimisant le risque d'atteinte à la population et à l'environnement.

L'opérateur devra utiliser un insecticide ou un produit de dévitalisation chimique autorisé et se conformer aux prescriptions réglementaires en vigueur et aux indications du fabricant (étiquetage).

Les produits phytopharmaceutiques qui peuvent être employés pour la désinsectisation doivent correspondre au code usage : Arbres et arbustes - Traitement des parties aériennes - Ravageurs divers- code 14053100

Les produits phytopharmaceutiques qui peuvent être employés pour la dévitalisation chimique doivent correspondre au code usage : Traitements généraux - Dévital. Broussailles - code 11015911

Les produits phytopharmaceutiques qui peuvent être employés pour la dévitalisation chimique doivent correspondre au code usage : Traitements généraux - Dévitalisation*Arb. sur pied Souches - Code 11015910.

Pour les trois catégories de produits précités, la liste des codes usages est consultable sur le site <https://ephy.anses.fr/>

De plus, parmi cette liste, les produits concernant la désinsectisation devront répondre aux critères suivants :

- Avoir un emploi autorisé dans les jardins,
- Etre utilisable en agriculture biologique,
- Etre composé des substances suivantes : Pyrèthres naturels + huile de colza,
- Délai de rentrée de 8 heures maxi.

En cas d'utilisation d'un insecticide ou d'un désherbant autorisé mais autre que celui annoncé en engagement contractuel (propositions du mémoire technique), le nom commercial du nouveau produit ainsi que son numéro d'autorisation de mise sur le marché (N° d'AMM) sera porté à la connaissance du SRAL et devra recevoir son accord d'utilisation.

Les effluents phytosanitaires et les déchets générés par l'utilisation des produits, autres que ceux respectant les conditions fixées aux articles 6, 7 et 8 de l'arrêté du 4 mai 2017, doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en particulier les titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

6 Dispositions relatives aux prestations d'arrachage et d'élimination des végétaux applicables aux lots 1 à 3

Les prestations d'arrachage et d'élimination des végétaux contaminés et spécifiés de la bactérie *Xylella fastidiosa* font suite au traitement phytopharmaceutique des végétaux concernés.

La répartition des prestations est scindée géographiquement mais la nature des prestations demandées est identique. La différence se faisant sur le volume à traiter lié au nombre de foyers identifiés.

6.1 Prestations demandées

Elles sont de 2 types :

1) L'arrachage et/ou le dessouchage de végétaux contaminés et des végétaux spécifiés identifiés par le SRAL.

2) L'élimination par incinération sur place sous réserve de disposer de l'autorisation adéquate ou la mise en dépôt sous bâche puis le chargement sur un véhicule bâché vers un lieu d'incinération autorisé.

Elles comprennent :

- Le déplacement sur les lieux d'intervention du personnel et de l'ensemble des moyens et outils nécessaires et protections nécessaires (pioches, bèches, scies...)
- La mise en place des mesures de sécurité et l'information des riverains sur les précautions à adopter ;
- La remise en état des sites et la désinfection du matériel.

Avant chaque intervention, une visite sera effectuée en présence de l'entreprise et de la DRAAF-SRAL pour identifier les végétaux à éliminer. Les végétaux devant être arrachés seront marqués préalablement, ou clairement identifiés et la zone marquée par rubalise (ou tout autre moyen).

Pour chaque intervention, l'entreprise soumettra à l'approbation du SRAL le matériel et l'outillage qu'il compte mettre en œuvre, en même temps que le planning prévisionnel d'intervention à partir de la

date fixée dans le bon de commande et les moyens humains, en précisant le nombre et la qualification du personnel.

Pour les chantiers nécessitant plusieurs jours de travail sur un même site les végétaux seront soit stockés sous bâches soit incinérés sur place. Aucun végétal ne doit rester en fin de journée à l'air libre et non protégé des insectes, ni transporté hors du site sans protection (bâche).

Tout dégât occasionné par les travaux (ornières sur pelouse ou allée, dallage cassé, système d'arrosage détérioré, etc....) devra être signalé sur un rapport et la remise en état est à la charge du titulaire du marché.

L'incinération des végétaux arrachés et / ou dessouchés sur place sera réalisée dans le respect des règles en vigueur (protection de l'environnement, sécurité des biens et des personnes...), avec surveillance du feu, après information et, si nécessaire, autorisation des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

En fonction de la topographie des lieux et du volume de végétaux à incinérer, il pourra être nécessaire de procéder au creusage d'une fosse de brûlage aux dimensions adaptées. Le rebouchage de la fosse sera réalisé en fin de chantier.

Des photos attestant la réalisation du (des) chantier(s) sont réalisées par le prestataire et mises à disposition du SRAL (sur clé USB par exemple).

6.2 Processus d'arrachage :

L'opérateur prendra toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site.

Il devra procéder à l'arrachage des végétaux dans le respect de toutes les règles du code du travail. L'entrepreneur devra adapter l'outillage et le matériel en fonction des sites.

Les personnels seront dotés de gants pour l'arrachage afin de ne pas disséminer la bactérie. L'entreprise sera dotée d'une bâche de taille suffisante pour stocker les végétaux sous bâche.

6.3 Processus de dessouchage :

Les dessouchages pourront être réalisés manuellement ou à l'aide d'engins mécaniques, en prenant soin de n'endommager ni les réseaux, ni les sols, ni les équipements situés à proximité.

L'entreprise devra soumettre à l'approbation du SRAL, les procédés qu'elle compte mettre en œuvre pour l'exécution des dessouchages. Il lui appartient donc de s'assurer de l'adéquation entre les moyens et les particularités des sites.

L'utilisation d'engins, quels qu'ils soient, sera également soumise à leur approbation. Tout dégât occasionné par les engins (ornières sur pelouse ou allée, dallage cassé, système d'arrosage détérioré, etc....) devra être signalé.

La remise en état des sites sera à la charge du titulaire et devra intervenir dans les meilleurs délais.

6.4 Processus de désinfection des outils, des vêtements et du matériel

Les outils les équipements de protection individuelle (gants et semelles des chaussures) feront l'objet d'une désinfection à l'eau de javel (trempage ou pulvérisation) ou autre bactéricide après chaque intervention, et à l'issue de chaque journée. Les équipes seront dotées des moyens nécessaires (bac de largeur adaptée aux tailles des outils, bidon d'eau et eau de Javel, pulvérisateur) pour effectuer ces opérations.